

No. 29112

UNIVERSAL POSTAL UNION

**Giro Agreement. Concluded at Washington on 14 December
1989**

Authentic text: French.

*Registered by the Director-General of the International Bureau of the Uni-
versal Postal Union on 4 September 1992.*

UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Arrangement concernant le service des chèques postaux.
Conclu à Washington le 14 décembre 1989**

Texte authentique : français.

*Enregistré par le Directeur général du Bureau international de l'Union
postale universelle le 4 septembre 1992.*

Arrangement concernant le service des chèques postaux

Table des matières

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux

Chapitre II

Le virement

3. Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement
4. Responsabilité

Chapitre III

Le versement

5. Le versement

Chapitre IV

Le paiement par mandat

6. Modalités d'exécution des paiements par mandat

Chapitre V

Le paiement par chèque d'assignation

7. Emission des chèques d'assignation
8. Paiement des chèques d'assignation
9. Responsabilité
10. Rémunération de l'Administration de paiement

Chapitre VI

Autres modes d'échange des paiements

11. Autres modes d'échange des paiements

Chapitre VII

Le postchèque

12. Délivrance des postchèques
13. Paiement
14. Responsabilité
15. Rémunération de l'Administration de paiement

Chapitre VIII

Dispositions diverses

16. Dispositions diverses

Chapitre IX

Dispositions finales

17. Dispositions finales

Arrangement¹ concernant le service des chèques postaux

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964², ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

¹ Mis à exécution* le 1^{er} janvier 1991, conformément au paragraphe 4 de l'article 17. Les signatures définitives avaient été apposées ou les instruments de ratification ou d'approbation avaient été déposés auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de la signature définitive (s) ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (A)</i>
Belgique	20 décembre 1990
Bénin	14 décembre 1989 s
Danemark	14 décembre 1989 s
Japon	27 décembre 1990 A

* Les Actes obligatoires et facultatifs de l'Union postale universelle déploient leurs effets selon un régime spécial. Ils sont mis à exécution à une date fixée par le Congrès de l'Union postale universelle. Or la plupart des Etats membres ne sont pas en mesure de ratifier les Actes avant leur mise à exécution et pourtant, ils les appliquent. Pour résoudre les litiges qui résultent de ces circonstances, le principe de la « ratification tacite » ou de l'« approbation tacite » fut admis. Il se fonde sur l'exécution effective des dispositions contenues dans les nouveaux Actes élaborés par le Congrès. Cette ratification ou approbation tacite ne remplace pas la ratification ou approbation effective. Elle n'est admise que pour assurer la continuité de l'application des Actes de l'Union postale universelle.

Par la suite, l'Arrangement a pris effet à l'égard des Etats suivants à la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'adhésion ou d'approbation auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou d'approbation (A)</i>
République de Corée	28 janvier 1991 A
Luxembourg	4 février 1991
Saint-Siège	8 mars 1991
Suède	15 mars 1991 A
Indonésie	8 mai 1991 A
Tunisie	3 juin 1991
Suisse	6 juin 1991
Liechtenstein	26 juillet 1991
Saint-Kitts-et-Nevis	27 septembre 1991 a
Saint-Vincent-et-Grenadines	28 octobre 1991 a
Autriche	20 novembre 1991
Chili*	27 décembre 1991
Burkina Faso	10 avril 1992
Espagne	15 juin 1992

* Voir p. 446 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la ratification.

En outre, les notifications d'adhésion à l'Arrangement en vertu du paragraphe 5 de l'article 11 de la Constitution ont été effectuées par le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle aux Etats suivants :

<i>Etat</i>	<i>Date de la notification d'adhésion</i>
Namibie	30 avril 1992
(Avec effet au 30 avril 1992.)	
Croatie	20 juillet 1992
(Avec effet au 20 juillet 1992.)	
Slovénie	27 août 1992
(Avec effet au 27 août 1992.)	

² Nations Unis, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 7.

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article premier

Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations que le service des chèques postaux est en mesure d'offrir aux usagers des comptes courants postaux et que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

2. Des organismes non postaux peuvent participer, par l'intermédiaire du service des chèques postaux, à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement. L'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Article 2

Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux

1. *Le virement*

1.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire ou, selon un accord conclu entre les Administrations concernées, au crédit d'autres types de comptes.

1.2 Le virement ordinaire est transmis par la voie postale.

1.3 Le virement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications

2. *Le versement à un compte courant postal*

2.1 L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte courant postal du bénéficiaire ou, selon un accord conclu entre les Administrations concernées, au crédit d'autres types de comptes.

2.2 Le versement ordinaire est transmis par la voie postale.

2.3 Le versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

3. *Le paiement par mandat ou par chèque d'assignation*

3.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, le paiement d'un montant en numéraire au bénéficiaire.

3.2 Le paiement ordinaire utilise la voie postale.

3.3 Le paiement télégraphique utilise la voie des télécommunications.

4. *Le postchèque*

4.1 Le postchèque est un titre international qui peut être délivré aux titulaires de comptes courants postaux et payable à vue dans les bureaux de poste des pays participant au service.

4.2 Le postchèque peut également être remis en paiement à des tiers après entente entre les Administrations contractantes.

5. *Autres prestations*

Les Administrations postales peuvent convenir dans leurs relations bilatérales ou multilatérales d'instaurer d'autres prestations dont les modalités sont à définir entre les Administrations intéressées.

Chapitre II

Le virement

Article 3

Conditions d'admission et d'exécution des ordres de virement

1. Sauf entente spéciale, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination.
2. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.
3. L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un virement postal et qu'elle garde en entier.
4. L'Administration de destination a la faculté de déterminer la taxe qu'elle perçoit pour l'inscription d'un virement postal au crédit d'un compte courant postal.
5. Sont exonérés de toutes taxes les virements relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 16 de la Convention¹.
6. Les avis de virement ordinaire sont envoyés sans frais aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes. Lorsqu'ils ne comportent aucune communication particulière, ils peuvent être remplacés par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.
7. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications². En sus de la taxe prévue au paragraphe 3 ci-dessus, le tireur d'un virement télégraphique paie la taxe prévue pour la transmission par la voie des télécommunications, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée ou un avis de virement du service interne ou international et l'adresse sans frais au bénéficiaire. Lorsque le télégramme-virement ne comporte aucune communication particulière, l'avis d'arrivée ou l'avis de virement peut être remplacé par une mention sur le relevé de compte permettant au bénéficiaire d'identifier le tireur.

Article 4

Responsabilité

1. *Principe et étendue de la responsabilité*
 - 1.1 Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.

¹ Voir p. 181 du présent volume.

² Pour le texte de la Convention internationale des télécommunications, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1531, p. 3 (textes authentiques chinois et anglais); vol. 1532, p. 3 (textes authentiques français et russe); et vol. 1533, p. 3 (texte authentique espagnol).

1.2 Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ordinaires ou sur les virements télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

1.3 Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.

1.4 Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

1.5 Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 47, paragraphe 1, de la Convention.

2. *Détermination de la responsabilité*

Sous réserve de l'article 9, paragraphes 3.2 à 3.5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste¹, la responsabilité incombe à l'Administration du pays dans lequel l'erreur s'est produite.

3. *Paiement des sommes dues. Recours*

3.1 L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation.

3.2 Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.

3.3 L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable.

3.4 L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

4. *Délai de paiement*

4.1 Le versement des sommes dues au réclamant doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

4.2 Si l'Administration présumée responsable, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à une réclamation, l'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'autre Administration.

5. *Remboursement à l'Administration intervenante*

5.1 L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de la notification du remboursement.

5.2 A l'expiration de ce délai, la somme due à l'Administration qui a remboursé le réclamant devient productive d'intérêts moratoires, à raison de 6 pour cent par an.

¹ Voir p. 393 du présent volume.

Chapitre III

Le versement

Article 5

Le versement

1. Les Administrations conviennent d'adopter pour l'échange des versements par voie postale le type de formule et la réglementation qui s'adaptent le mieux à l'organisation de leur service.

2. *Versements par mandats de versement*

Sous réserve des dispositions particulières des articles RE 501 et RE 502, les versements par mandats de versement s'effectuent conformément aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

3. *Versements par avis de versement*

3.1 Sous réserve des dispositions particulières ci-après, tout ce qui est expressément prévu pour les virements s'applique également aux versements.

3.2 L'Administration d'émission détermine la taxe qu'elle exige de l'expéditeur d'un versement et qu'elle garde en entier. Cette taxe ne peut pas être supérieure à celle qui est perçue pour l'émission d'un mandat ordinaire.

3.3 Un récépissé est délivré gratuitement au déposant au moment du versement des fonds.

Chapitre IV

Le paiement par mandat

Article 6

Modalités d'exécution des paiements par mandat

1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de mandats ordinaires.

2. Les mandats ordinaires émis en représentation des sommes débitées des comptes courants postaux sont soumis aux dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Chapitre V

Le paiement par chèque d'assignation

Article 7

Emission des chèques d'assignation

1. Les paiements internationaux effectués par débit des comptes courants postaux peuvent être effectués au moyen de chèques d'assignation.

2. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 s'appliquent aux chèques d'assignation.

3. L'Administration d'origine détermine la taxe qu'elle exige du tireur d'un chèque d'assignation.

4. Les chèques d'assignation peuvent être transmis par la voie des télécommunications, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau d'échange de l'Administration de paiement, soit entre le bureau d'échange de l'Administration d'origine et le bureau de poste chargé du paiement, lorsque les Administrations conviennent d'utiliser ce mode de transmission.

5. Les articles 3 de l'Arrangement et RE 402 du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste s'appliquent aux chèques d'assignation télégraphiques.

Article 8

Paiement des chèques d'assignation

1. Les Administrations conviennent d'adopter pour le service des paiements la réglementation qui s'adapte le mieux à l'organisation de leur service. Elles peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des chèques d'assignation qui leur sont adressés.

2. L'Administration de paiement n'est pas tenue d'assurer le paiement à domicile des chèques d'assignation dont le montant excède celui des mandats ordinaires habituellement payés à domicile.

3. En ce qui concerne la durée de validité, le visa pour date, les règles générales de paiement, la remise par exprès, les taxes éventuellement perçues sur le bénéficiaire, les dispositions particulières au paiement télégraphique, les articles 4, paragraphe 5, 6, de l'Arrangement, RE 604, paragraphes 2 à 4, et RE 606, du Règlement d'exécution concernant les mandats de poste sont applicables aux chèques d'assignation pour autant que les règles du service intérieur ne s'y opposent pas.

Article 9

Responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le chèque d'assignation a été régulièrement payé.

2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de chèques d'assignation ou sur les chèques d'assignation télégraphiques. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les retards qui peuvent se produire dans la transmission ou le paiement des chèques d'assignation.

4. Les Administrations peuvent également convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

5. L'article 9 de l'Arrangement concernant les mandats de poste s'applique aux chèques d'assignation.

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement pour chaque chèque d'assignation une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des chèques d'assignation compris dans les lettres d'envoi adressées au cours de chaque mois, à:

- 0,59 DTS jusqu'à 65,34 DTS;
- 0,72 DTS au-delà de 65,34 DTS et jusqu'à 130,68 DTS;

- 0,88 DTS au-delà de 130,68 DTS et jusqu'à 196,01 DTS;
 - 1,08 DTS au-delà de 196,01 DTS et jusqu'à 261,35 DTS;
 - 1,31 DTS au-delà de 261,35 DTS et jusqu'à 326,69 DTS;
 - 1,57 DTS au-delà de 326,69 DTS.
2. Au lieu des taux prévus au paragraphe 1, les Administrations peuvent toutefois convenir d'attribuer une rémunération uniforme en DTS ou en monnaie du pays de paiement indépendante du montant des chèques d'assignation.
3. La rémunération due à l'Administration de paiement est établie chaque mois de la façon suivante:
- a) le taux de rémunération en DTS à appliquer pour chaque chèque d'assignation est déterminé après conversion en DTS du montant moyen des chèques d'assignation, sur la base de la valeur moyenne du DTS dans la monnaie du pays de paiement telle qu'elle est définie à l'article 104 du Règlement de la Convention;
 - b) le montant total en DTS, obtenu pour la rémunération relative à chaque compte, est converti dans la monnaie du pays de paiement sur la base de la valeur réelle du DTS en vigueur le dernier jour du mois auquel le compte se rapporte;
 - c) lorsque la rémunération uniforme prévue au paragraphe 2 est fixée en DTS, sa conversion en monnaie du pays de paiement est effectuée comme il est dit à l'alinéa b).

Chapitre VI

Autres modes d'échange des paiements

Article 11

Autres modes d'échange des paiements

1. Les paiements internationaux à assurer par débit des comptes courants postaux peuvent également être effectués au moyen de bandes magnétiques ou de tout autre support convenu entre les Administrations.
2. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des ordres de paiement qui leur sont ainsi adressés. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.

Chapitre VII

Le postchèque

Article 12

Délivrance des postchèques

1. Chaque Administration peut délivrer des postchèques à ses titulaires de comptes courants postaux.
2. Il est remis également aux titulaires de comptes courants postaux auxquels des postchèques ont été délivrés une carte de garantie postchèque qui doit être présentée au moment du paiement.
3. Le montant maximal garanti est imprimé au verso de chaque postchèque, ou sur une annexe, dans la monnaie convenue entre les pays contractants.

4. Sauf accord particulier avec l'Administration de paiement, l'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

5. L'Administration d'émission peut percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque.

6. Le cas échéant, la durée de validité des postchèques est fixée par l'Administration d'émission. Elle est indiquée sur le postchèque par l'impression de la date ultime de validité. En l'absence d'une telle indication, la validité des postchèques est illimitée.

Article 13

Paiement

1. Le montant des postchèques est versé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement aux guichets des bureaux de poste.

2. Le montant maximal qui peut être payé au moyen d'un postchèque est fixé d'un commun accord par les pays contractants.

Article 14

Responsabilité

1. L'Administration de paiement est déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle peut établir que le paiement a été effectué dans les conditions fixées aux articles RE 1301 et RE 1302.

2. L'Administration émettrice n'est pas tenue d'honorer les postchèques falsifiés ou contrefaits qui lui sont renvoyés après le délai prévu à l'article RE 1303, paragraphe 4.

Article 15

Rémunération de l'Administration de paiement

Les Administrations qui conviennent de participer au service des postchèques fixent d'un commun accord le montant de la rémunération qui est attribuée à l'Administration de paiement.

Chapitre VIII

Dispositions diverses

Article 16

Dispositions diverses

1. *Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger*

1.1 En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un pays avec lequel le pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

1.2 Les Administrations s'engagent à effectuer cette vérification avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

1.3 Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

2. *Franchise postale*

2.1 Les plis contenant des extraits de comptes adressés par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes sont envoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et remis en franchise dans tout pays de l'Union.

2.2 La réexpédition de ces plis dans tout pays de l'Union ne leur enlève, en aucun cas, le bénéfice de la franchise.

Chapitre IX

Dispositions finales

Article 17

Dispositions finales

1. La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste ainsi que son Règlement d'exécution sont applicables, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

3. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement*

3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution¹ du présent Arrangement, qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès, doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement.

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

¹ UPU. Documents du Congrès de Washington, 1989; Tome III, deuxième volume (Berne 1990, Bureau international de l'Union postale universelle).

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et entités territoriales ci-après par un ou plusieurs des plénipotentiaires qui ont signé le Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle :

[Voir les signatures apposées par des plénipotentiaires au bas du Quatrième Protocole additionnel à la page 26 du présent volume.]

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
République argentine
République d'Autriche
Belgique
République populaire du Bénin
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
République centrafricaine
Chili
République de Chypre
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Côte d'Ivoire
Royaume de Danemark
République arabe d'Egypte
Emirates arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
République de Finlande
République française
République gabonaise
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations interuotionales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce
République de Guinée
République de Hongrie
République de l'Indonésie
République islamique d'Iran
République d'Islande
Israël
Italie
Japon
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar

République du Mali
Royaume du Maroc
République islamique de Mauritanie
Principauté de Monaco
République du Niger
Norvège
République de l'Ouganda
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République du Pérou
République rwandaise
République de Saint-Marin
République du Sénégal
République démocratique de Somalie
Suède
Confédération suisse
République du Tchad
République togolaise
République tunisienne
République de Turquie
République orientale de l'Uruguay
Etat de la Cité du Vatican
République socialiste fédérative de Yougoslavie

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Giro Agreement

Contents

Chapter I

Preliminary provisions

Art

- 1 Purpose of the Agreement
- 2 Categories of service offered by the giro service

Chapter II

Transfers

- 3 Conditions for the acceptance and execution of transfer orders
- 4 Liability

Chapter III

Inpayments

- 5 Inpayments

Chapter IV

Payment by money order

- 6 Methods of making payments by money order

¹ Translation supplied by the International Bureau of the Universal Postal Union.

² Traduction fournie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Chapter V

Payment by outpayment cheque

- 7 Issue of outpayment cheques
- 8 Payment of outpayment cheques
- 9 Liability
- 10 Remuneration of the paying administration

Chapter VI

Other methods of exchanging payments

- 11 Other methods of exchanging payments

Chapter VII

Postcheques

- 12 Issue of postcheques
- 13 Payment
- 14 Liability
- 15 Remuneration of the paying administration

Chapter VIII

Miscellaneous provisions

- 16 Miscellaneous provisions

Chapter IX

Final provisions

- 17 Final provisions

Giro Agreement¹

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to article 22, paragraph 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² have, by common consent and subject to article 25, paragraph 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

¹ Put into effect* on 1 January 1991, in accordance with article 17 (4). Definitive signatures had been affixed or instruments of ratification or approval had been deposited with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union as follows:

<i>State</i>	<i>Date of definitive signature (s) or of deposit of the instrument of ratification or approval (A)</i>
Belgium	20 December 1990
Benin	14 December 1989 s
Denmark	14 December 1989 s
Japan	27 December 1990 A

* The mandatory and optional Acts of the Universal Postal Union generate their effects according to a special scheme. They enter into force at a date decided upon by the Congress of the Universal Postal Union, but, as it appears, most of the member States are not in a position to ratify the Acts before they are put into effect; however, they do apply them. To solve the resulting contradiction, the principle of "tacit ratification" or "tacit approval" was admitted. It is based on the effective implementation of the provisions contained in the new Acts established by the Congress. This ratification or approval does not replace formal ratification or approval. Its purpose is only to insure the continued application of the Acts of the Universal Postal Union.

Subsequently, the Agreement took effect for the following States on the date of the deposit of their instruments of ratification, accession or approval with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification, accession (a) or approval (A)</i>
Republic of Korea	28 January 1991 A
Luxembourg	4 February 1991
Holy See	8 March 1991
Sweden	15 March 1991 A
Indonesia	8 May 1991 A
Tunisia	3 June 1991
Switzerland	6 June 1991
Liechtenstein	26 July 1991
Saint Kitts and Nevis	27 September 1991 a
Saint Vincent and the Grenadines	28 October 1991 a
Austria	20 November 1991
Chile*	27 December 1991
Burkina Faso	10 April 1992
Spain	15 June 1992

* See p. 446 of this volume for the text of the declaration made upon ratification.

Also, notifications of accession to the Agreement under article 11 (5) of the Constitution were effected by the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union to the following States:

<i>State</i>	<i>Date of the notification of accession</i>
Namibia	30 April 1992
(With effect from 30 April 1992.)	
Croatia	20 July 1992
(With effect from 20 July 1992.)	
Slovenia	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992.)	

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 611, p. 7.

Chapter I

Preliminary provisions

Article 1

Purpose of the Agreement

1 This Agreement shall govern all the services which the giro service is able to provide for users of giro accounts and which contracting countries agree to set up in their reciprocal relations.

2 Non-postal organizations may participate, through the giro service, in the exchange governed by the provisions of this Agreement. Such organizations shall come to an agreement with the postal administration of their country to ensure full implementation of all clauses of the Agreement and under such agreement shall exercise rights and perform duties as postal organizations defined by this Agreement. The postal administration shall act as their intermediary in their relations with the postal administrations of the other contracting countries and with the International Bureau.

Article 2

Categories of service offered by the giro service

1 *Transfer*

1.1 The holder of a giro account asks for an amount to be debited to his account and credited to the payee's giro account or, where there is an agreement to that effect between the administrations concerned, to other types of account.

1.2 An ordinary transfer is transmitted by post.

1.3 A telegraph transfer is transmitted by telecommunication.

2 *Inpayment into a giro account*

2.1 The sender hands the funds in at the counter of a post office and asks for the amount to be credited to the payee's giro account or, where there is an agreement to that effect between the administrations concerned, to other types of account.

2.2 An ordinary inpayment is transmitted by post.

2.3 A telegraph inpayment is transmitted by telecommunication.

3 *Payment by money order or by outpayment cheque.*

3.1 The holder of a giro account asks for an amount to be debited to his account and paid in cash to the payee.

3.2 An ordinary payment shall use the post.

3.3 A telegraph payment shall use telecommunications.

4 *Postcheque*

4.1 The postcheque is an international instrument issued to holders of giro accounts and payable on sight in the post offices of countries participating in the service.

4.2 A postcheque may also be given as payment to third parties where there is agreement to that effect between the contracting administrations.

5 *Other services*

Postal administrations may agree in their bilateral or multilateral relations to establish other services the conditions of which shall be defined amongst the administrations concerned.

Chapter II

Transfers

Article 3

Conditions for the acceptance and execution of transfer orders

- 1 In the absence of special agreement, the amount of the transfer shall be expressed in the currency of the country of destination.
- 2 The administration of origin shall fix the conversion rate of its currency into that of the country of destination.
- 3 The issuing administration shall decide what charge it shall collect from the payer of a giro transfer and shall retain that sum in its entirety.
- 4 The administration of destination may determine the charge which it collects for the entry of a postal transfer to the credit of a giro account.
- 5 Transfers relating to the postal service exchanged under the terms of article 16 of the Convention¹ shall be exempt from all charges.
- 6 Advices of ordinary transfers shall be sent free of charge to the payee after the amounts transferred have been credited to their accounts. If they do not contain any personal message, they may be replaced by an annotation on the statement of account enabling the payee to identify the payer.

7 Telegraph transfers shall be subject to the provisions of the Telegraph Regulations attached to the International Telecommunication Convention.² In addition to the charge provided for in paragraph 3 above, the payer of a telegraph transfer shall pay the charge stipulated for transmission by telecommunication, including any charge for a personal message to the payee. For each telegraph transfer the giro centre of destination shall prepare an advice of arrival or an advice of transfer of the internal or international service and forward it free of charge to the payee. If the telegram transfer does not contain any personal message, the advice of arrival or the advice of transfer may be replaced by an annotation on the statement of account enabling the payee to identify the payer.

Article 4

Liability

1 *Principle and extent of liability*

- 1.1 Administrations shall be liable for amounts debited against the payer's account until such time as the transfer has been duly effected.

¹ See p. 181 of this volume.

² For the text of the International Telecommunications Convention, see United Nations, *Treaty Series*, vol. 1531, p. 2 (authentic Chinese and English texts), vol. 1532, p. 2 (authentic French and Russian texts); and vol. 1533, p. 2 (authentic Spanish text).

1.2 Administrations shall be liable for erroneous information supplied by their service in ordinary transfer lists or telegraph transfers. Liability shall extend to errors of conversion and transmission errors.

1.3 Administrations shall assume no liability for delays which may occur in the transmission and execution of transfers.

1.4 Administrations may also agree among themselves to apply broader conditions of liability which are suited to the requirements of their internal services.

1.5 Administrations shall be relieved of all liability:

- a when, owing to the destruction of official records by force majeure, they cannot account for the execution of a transfer, unless proof of their liability is otherwise produced; or
- b when the payer has made no claim within the period prescribed in article 47, paragraph 1, of the Convention.

2 *Determination of liability*

Except where the terms of article 9, paragraphs 3.2 to 3.5, of the Money Orders Agreement¹ apply, liability shall rest with the administration of the country where the error occurs.

3 *Refund of amounts owing. Recourse*

3.1 The obligation to indemnify the claimant shall rest with the administration to which the inquiry is addressed.

3.2 Regardless of the reason for the refund, the amount refunded to the payer of a transfer may not exceed that debited against his account.

3.3 The administration which indemnified the claimant shall have the right of recourse against the administration which is liable.

3.4 The administration which ultimately bears the loss shall have the right of recourse, up to the amount paid, against the person benefiting from the error.

4 *Time allowed for payment*

4.1 Payment of amounts owing to a claimant shall be made as soon as the liability of the service has been established and not later than six months from the day following the day of inquiry.

4.2 If the administration presumed to be liable, although duly informed, has allowed five months to pass without finally settling a claim, the administration to which the inquiry was made shall be authorized to indemnify the claimant on behalf of the other administration.

5 *Reimbursement of the administration that paid the indemnity*

5.1 The administration which was liable shall be bound to reimburse the administration which indemnified the claimant within four months of the dispatch of the advice of payment.

5.2 At the end of that period, the amount due to the administration which reimbursed the claimant shall be chargeable with interest on overdue payments at the rate of 6 percent per annum.

¹ See p. 393 of this volume.

Chapter III

Inpayments

Article 5 Inpayments

1 Administrations shall agree to adopt for the exchange of postal inpayments the type of form and the regulations best suited to the organization of their service.

2 *Inpayment by inpayment money orders*

Subject to the special provisions of articles RE 501 and RE 502, inpayment by inpayment money orders shall be carried out in accordance with the provisions of the Money Orders Agreement.

3 *Inpayment by inpayment advice*

3.1 Subject to the special provisions below, all that is expressly provided for giro transfers shall apply equally to inpayments.

3.2 The issuing administration shall decide what charge it shall collect from the sender of an inpayment and shall retain that sum in its entirety. The charge for an inpayment shall not be higher than the charge collected for an ordinary money order.

3.3 A receipt shall be given free of charge to the inpayer at the time the money is paid in.

Chapter IV

Payment by money order

Article 6 Methods of making payments by money order

1 International payments made by debiting giro accounts may be made by means of ordinary money orders.

2 Ordinary money orders issued to represent sums debited from giro accounts shall be subject to the provisions of the Money Orders Agreement.

Chapter V

Payment by outpayment cheque

Article 7 Issue of outpayment cheques

1 International payments made by debiting giro accounts may be made by means of outpayment cheques.

2 Paragraphs 1 and 2 of article 3 shall apply to outpayment cheques.

3 The administration of origin shall decide what charge it shall collect from the payer of an outpayment cheque.

4 Outpayment cheques may be sent by telecommunication, either between the office of exchange of the administration of origin and the office of exchange of the paying administration, or between the office of exchange of the administration of origin and the post office designated for payment, when administrations agree to use this method of transmission.

5 Articles 3 of the Money Orders Agreement and RE 402 of its Detailed Regulations shall apply to telegraph outpayment cheques.

Article 8

Payment of outpayment cheques

1 Administrations shall agree to adopt for the payments service the regulations best suited to the organization of their service. They may use their internal service forms to represent outpayment cheques sent to them.

2 The paying administration shall not be obliged to make payment at the addressee's address of outpayment cheques whose amount exceeds that of postal money orders normally paid at the addressee's address.

3 As regards the duration of validity, authorization to extend the period of validity, general rules for payment, express delivery, charges which may be collected from the payee and special provisions regarding payment of telegraph money orders, article 4, paragraph 5, and article 6, of the Money Orders Agreement and RE 604, paragraphs 2 to 4, and RE 606 of its Detailed Regulations shall apply to outpayment cheques except where precluded by the rules of the internal service.

Article 9

Liability

1 Administrations shall be liable for amounts debited against the payer's account until such time as the outpayment cheque has been duly paid.

2 Administrations shall be liable for erroneous information supplied by their service in lists of outpayment cheques or in telegraph outpayment cheques. Liability shall extend to errors of conversion and transmission errors.

3 Administrations shall assume no liability for delays which may occur in the transmission or payment of outpayment cheques.

4 Administrations may also agree among themselves to apply broader conditions of liability which are suited to the requirements of their internal services.

5 Article 9 of the Money Orders Agreement shall apply to outpayment cheques.

Article 10

Remuneration of the paying administration

1 The issuing administration shall allocate to the paying administration for each outpayment cheque a remuneration the rate of which shall be fixed, on the basis of the average amount of the outpayment cheques included in the summary lists sent in the course of each month, at:

- 0.59 SDR up to 65.34 SDR;
- 0.72 SDR above 65.34 SDR and up to 130.68 SDR;
- 0.88 SDR above 130.68 SDR and up to 196.01 SDR;

- 1.08 SDR above 196.01 SDR and up to 261.35 SDR;
- 1.31 SDR above 261.35 SDR and up to 326.69 SDR;
- 1.57 SDR above 326.69 SDR.

2 Instead of the rates set out at paragraph 1, administrations may agree to allocate a standard remuneration in SDRs or in the currency of the paying country irrespective of the amount of the outpayment cheques.

3 The remuneration due to the paying administration shall be determined each month as follows:

- a the rate of remuneration in SDRs to be applied for each outpayment cheque shall be determined after conversion into SDRs of the average amount of the outpayment cheques on the basis of the average value of the SDR in the currency of the paying country as laid down in the Convention, Detailed Regulations, article 104;
- b the total amount in SDRs obtained for the remuneration in respect of each account shall be converted into the currency of the paying country on the basis of the actual value of the SDR operative on the last day of the month to which the account relates;
- c when the standard remuneration provided for in paragraph 2 is fixed in SDRs, it shall be converted into the currency of the paying country as described in subparagraph b.

Chapter VI

Other methods of exchanging payments

Article 11

Other methods of exchanging payments

- 1 International payments to be made by debiting giro accounts may also be made by magnetic tape or any other medium agreed on by administrations.
- 2 Administrations of destination may use their internal service forms to represent payment orders sent to them by these methods. The conditions of exchange shall then be settled in special agreements adopted by the administrations concerned.

Chapter VII

Postcheques

Article 12

Issue of postcheques

- 1 Each administration may issue postcheques to holders of giro accounts.
- 2 Holders of giro accounts to whom postcheques have been issued shall also be furnished with a postcheque guarantee card which must be produced at the time of payment.
- 3 The maximum amount guaranteed shall be printed on the back of each postcheque or in an annex in the currency agreed between the contracting countries.
- 4 In the absence of a specific agreement with the paying administration the issuing administration shall fix the conversion rate of its currency into that of the paying country.
- 5 The issuing administration may collect a charge from the payer of a postcheque.

6 If need be, the duration of validity of postcheques shall be fixed by the issuing administration. It shall be shown on the postcheque by printing the last date of validity. In the absence of such indication, the validity of postcheques shall be unlimited.

Article 13

Payment

1 The amount of postcheques shall be paid to the payee in legal currency of the paying country at post office counters.

2 The maximum amount which may be paid by means of a postcheque shall be fixed by common agreement among the contracting countries.

Article 14

Liability

1 The paying administration shall be relieved of all liability when it can prove that payment was made under the conditions prescribed in articles RE 1301 and RE 1302.

2 The issuing administration shall not be bound to honour fraudulent or counterfeit postcheques returned to it after the period provided for in article RE 1303, paragraph 4.

Article 15

Remuneration of the paying administration

The administrations which agree to participate in the postcheque service shall fix by common agreement the amount of the remuneration which shall be allocated to the paying administration.

Chapter VIII

Miscellaneous provisions

Article 16

Miscellaneous provisions

1 *Application to open a giro account abroad*

1.1 Where an application is made to open a giro account in a country with which the applicant's country of residence exchanges giro transfers, the administration of the country of residence shall be bound, in verifying the application, to cooperate fully with the administration responsible for keeping the account.

1.2 Administrations shall undertake to carry out this verification with all due care and diligence, without thereby, however, assuming any liability.

1.3 At the request of the administration which keeps the account, the administration of the country of residence shall also undertake, as far as possible, to verify information about any change in the legal capacity of the account holder.

2 *Free postage*

2.1 Envelopes containing account statements addressed by giro centres to account holders shall be sent by the quickest route (air or surface) and forwarded postage-free in every country of the Union.

2.2 The redirection of these envelopes in any country of the Union shall not, in any circumstances, deprive them of the benefit of this exemption.

Chapter IX

Final provisions

Article 17

Final provisions

1 The Convention, the Money Orders Agreement and its Detailed Regulations shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

2 Article 4 of the Constitution shall not apply to this Agreement.

3 *Conditions for approval of proposals concerning this Agreement*

3.1 To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations¹ must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress shall be present at the time of voting.

3.2 To become effective, proposals relating to the Detailed Regulations of this Agreement which have been referred by Congress to the Executive Council for a decision or which are introduced between two Congresses shall be approved by a majority of the members of the Executive Council which are parties to the Agreement.

3.3 To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement shall obtain:

- a unanimity of votes, if they involve the addition of new provisions;
- b two thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of this Agreement;
- c a majority of the votes, if they involve interpretation of the provisions of this Agreement.

4 This Agreement shall come into force on 1 January 1991 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited with the Director-General of the International Bureau. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Washington, 14 December 1989.

¹ UPU, Documents of the 1989 Washington Congress; Volume III, Part 2 (Berne 1990, International Bureau of the Universal Postal Union).

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by one or several of the plenipotentiaries who signed the Fourth Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Fourth Additional Protocol, see p. 26 of this volume.]

People's Democratic Republic of Algeria
Federal Republic of Germany
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
People's Republic of Benin
Burkina Faso
Republic of Burundi
Republic of Cameroon
Central African Republic
Chile
Republic of Cyprus
Islamic Federal Republic of the Comoros
People's Republic of the Congo
Republic of Korea
Republic of Côte d'Ivoire
Kingdom of Denmark
Arab Republic of Egypt
United Arab Emirates
Republic of Ecuador
Spain
Republic of Finland
French Republic
Gabonese Republic
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the
Isle of Man
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United
Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible
Greece
Republic of Guinea
Republic of Hungary
Republic of Indonesia
Islamic Republic of Iran
Republic of Iceland
Israel
Italy
Japan
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Democratic Republic of Madagascar

Republic of Mali
Kingdom of Morocco
Islamic Republic of Mauritania
Principality of Monaco
Republic of the Niger
Norway
Republic of Uganda
Republic of Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Aruba
Republic of Peru
Rwandese Republic
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Democratic Republic of Somalia
Sweden
Swiss Confederation
Republic of Chad
Togolese Republic
Republic of Tunisia
Republic of Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

DECLARATION MADE UPON
RATIFICATION*CHILE*

*[See p. 150 of this volume for the text
of the declaration.]*

DÉCLARATION FAITE LORS DE
LA RATIFICATION*CHILI*

*[Voir p. 150 du présent volume pour le
texte de la déclaration.]*
